

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

KERN 11.04.20 - Fort d'une première victoire, les jobistes interpellent le fédéral

Ce samedi 11 avril, le Conseil des ministres restreint (Kern) se réunit. À l'appel des Jeunes CSC et de la Fédération des Étudiants Francophones (FEF), douze organisations de jeunesse francophones et néerlandophones demandent au gouvernement de créer **un fonds d'urgence fédéral exceptionnel**. Son objectif est de garantir les revenus des jobistes à hauteur des pertes de salaires subies à la suite des mesures de confinement. Témoignant de la situation préoccupante des jobistes, la pétition lancée par la plateforme a **déjà récolté 5000 signatures** (www.change.org/Cash4Students). Cela a permis d'atteindre **une première étape vers la victoire** car le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) a débloqué 2,25 millions d'euros d'argent public pour l'aide sociale aux étudiants, en ce compris les jobistes. Bien qu'elle salue la décision rapide de la FWB, la plateforme ne relâche pas ses efforts pour obtenir un fonds d'urgence fédéral.

*« La précarité des jobistes ne s'arrête pas à la frontière linguistique ! Plus d'un quart des étudiants dépendent d'un job **pour payer leurs études ou subvenir à leur besoins primaires**. Le gouvernement fédéral doit prendre ses responsabilités politiques pour éviter la détérioration des conditions de vie des jobistes ou le report de la charge financière sur leurs familles, elles-mêmes appauvries par la crise. La seule solution juste et qui garantit la sécurité sanitaire est de créer un fonds d'urgence fédéral exceptionnel »,* explique la plateforme. Selon elle, 30 millions d'euros par mois suffiraient à garantir les revenus de tous les jobistes du pays.

Pour les étudiants, une grande incertitude persiste quant à la poursuite de l'année académique. Alors que la crise exacerbe déjà les inégalités aux études, l'absolue nécessité pour les étudiants les plus fragilisés d'assurer leurs besoins vitaux en travaillant ne ferait qu'accroître le spectre de l'échec scolaire.

De plus, alors que nous observons un ralentissement de l'épidémie, le gouvernement doit tout faire pour assurer la sécurité sanitaire des travailleurs en maintenant des mesures strictes. Les organisations de jeunesse craignent que sans mesures urgentes du gouvernement fédéral pour garantir leur revenu, des dizaines de milliers de jobistes cherchent à tout prix à reprendre le travail risquant de rendre la tâche de notre personnel soignant encore plus compliquée en favorisant la propagation du COVID-19. La jeunesse soutient que pour l'ensemble des travailleurs, la priorité doit être mise sur la santé avant les intérêts économiques des entreprises.

Concrètement, la plateforme demande au gouvernement Wilmès II de mettre urgemment à l'agenda de la concertation sociale la création de ce fonds. Selon les organisations de jeunesse, ce fonds pourrait être alimenté collectivement par le banc patronal proportionnellement aux moyens des entreprises utilisatrices de jobistes. Les plus grandes entreprises seraient les principales contributrices, de cette manière, les PME pourront s'assurer que leurs jobistes soient indemnisés sans mettre à mal leurs finances déjà rudement éprouvées par la crise. En ces temps troublés, la solidarité citoyenne est exemplaire. La société attend des grandes entreprises et de leurs actionnaires le même niveau d'engagement pour soutenir les petites entreprises, garantir le revenu des jobistes et ainsi participer à l'effort national pour ensemble combattre le COVID-19.

Contact presse : Jeunes CSC 0472800116 (Jeanne Maillart responsable nationale) FEF 0473934585 (Chems Mabrouk, présidente)